

## II RESUME

La requérante qui se définit comme « psychologue du travail et ergonome depuis 1985 », exerce dans une structure où deux autres personnes sont employées pour exercer la même activité de conseil en bilan professionnel. Toutes trois sont déclarées comme psychologues du travail. Or la requérante serait la seule à avoir le diplôme qu'elle juge nécessaire pour exercer l'activité. L'une des personnes n'aurait « pas le niveau de qualification requis pour exercer en tant que psychologue », l'autre serait qualifiée comme psychologue sociale.

Ayant sollicité divers organismes (Inspection du Travail, DDASS, fournisseurs de tests, préfecture) elle s'étonne des difficultés à faire respecter la Loi de 85. Elle s'inquiète de l'usage des tests d'évaluation psychotechniques par un non-psychologue.

Cette psychologue fait un « constat » de duperie du public et des organismes, et de « tromperie » à l'égard des bénéficiaires des prestations. Elle sollicite l'avis et le conseil de la CNCDP.

## III AVIS

3 points sont retenus par la CNCDP comme pouvant relever de sa compétence

- 1 - la qualification du psychologue.
- 2 - l'usurpation du titre de psychologue.
- 3- l'usage des tests psychotechniques par un non-psychologue.

### 1- La qualification du psychologue :

L'article 1 du Code de déontologie rappelle que « *L'usage du Titre de psychologue est défini par la Loi n° 65-772 du 25 Juillet 1985 publiée au J.O du 26 Juillet 1985. Sont psychologues les personnes qui remplissent les conditions de qualification requises dans cette Loi* »

S'agissant des champs d'exercice, il est possible à un psychologue d'exercer dans un champ différent de sa spécialisation initiale, à certaines conditions.

En effet l'article 5 précise que « *le psychologue exerce dans les domaines liés à sa qualification, laquelle s'apprécie notamment (...) par des formations spécifiques, par son expérience pratique et ses travaux de recherche.* » en complément de la formation universitaire fondamentale et appliquée de haut niveau en psychologie qui lui permet d'user du Titre.

En tout état de cause, c'est au psychologue, comme le précise l'Article 7, d'accepter « *les missions qu'il estime compatibles avec ses compétences, sa technique, ses fonctions et qui ne contreviennent ni aux dispositifs du Code de déontologie, ni aux dispositions légales en vigueur* ».

Dans toutes ses missions, à partir du moment où le Titre est mentionné, le psychologue a la même responsabilité vis à vis de ses devoirs professionnels, notamment celui de Probité (Titre I.4) dans toutes ses relations professionnelles.

## 2- L'usurpation du titre :

Le fait qu'une personne n'ayant pas droit au titre de psychologue soit recrutée pour faire un travail de « Conseiller en Bilan de Compétences » - ne relève du Code de Déontologie que dans la mesure où cette personne est désignée comme psychologue sans avoir les diplômes justifiant l'accès au Titre de Psychologue.

L'usurpation du Titre, si elle est prouvée, relève de poursuites pénales. La CNCDP n'a pas compétence pour agir pour défendre la profession de psychologue mais la requérante peut s'adresser pour cela aux Associations et Syndicats signataires du Code de Déontologie.

## 3- L'utilisation des tests psycho-techniques par les non-psychologues.

Si l'usage du titre est bien réglementé par la loi, il n'en va pas de même pour les techniques psychologiques comme les tests.

Le Code de Déontologie n'indique pas non plus que ces techniques sont du ressort exclusif des psychologues, ni même qu'elles sont spécifiques à leur pratique.

Cependant l'utilisation des tests par des non-psychologues prive les usagers de garanties essentielles. La formation des psychologues et les exigences du Code de Déontologie sont les seules à garantir au public que le choix de ces techniques et leur interprétation sera guidé par **une réelle compétence alliée au respect des droits de la personne** (Titre I.1) - principes premiers de leur déontologie.

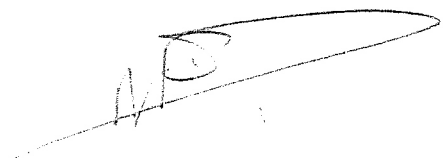
Pour mémoire la CNCDP rappelle les nombreux articles du Code qui apportent de telles garanties. Le Titre I.5 sur la Qualité Scientifique précise que *« les modes d'intervention choisis par le psychologue doivent pouvoir faire l'objet d'une explicitation raisonnée de leurs fondements théoriques et de leur construction. Toute évaluation ou tout résultat doit pouvoir faire l'objet d'un débat contradictoire des professionnels entre eux. »*

## Conclusion :

Le Code de Déontologie des psychologues ne distingue pas les psychologues habilitées à user du Titre en fonction de leur champ d'exercice ou des missions qu'ils sont amenés à remplir. Les principes qui doivent guider leurs pratiques professionnelles sont les mêmes, tout comme les garanties qu'apporte aux usagers leur respect de leurs devoirs professionnels.

Fait à PARIS.

Le 8 Juin 2001.

  
La Présidente.

M.F. JACQUMIN